

# Frédéric Lordon, de République à Nation

---

Frédéric Lordon, né en 1962, est un économiste et philosophe français. Il semble qu'il se soit imposé, à Paris, comme l'un des inspirateurs, sur le plan théorique, du mouvement des Nuits Debout. Il se présente comme un intellectuel engagé, proche du peuple et des travailleurs exploités. Mais avant d'en venir à l'analyse du phénomène Lordon, voyons d'où il vient.

1985 : il sort ingénieur de la prestigieuse Ecole nationale des ponts et chaussées avant de poursuivre à l'Institut supérieur des affaires.

Il reconnaît lui-même qu'à cette époque, il n'avait qu'un objectif : gagner plein d'argent, devenir patron.

Puis, il renonce à ce projet, qui lui aura semblé un peu vain selon ses dires, pour choisir la voie des livres. D'abord électeur de droite, il passe chez les communistes et se tourne vers la recherche. Il choisit l'économie, désireux de prendre un point de vue critique sur le monde social.

Il a été proche de Jacques Sapir, puis il s'en est éloigné, en particulier lorsque celui-ci s'est rapproché des mouvements souverainistes d'extrême droite (Debout la France).

Il est aujourd'hui directeur de recherche au CNRS.

Il publie régulièrement des ouvrages critiques aux Editions de la Fabrique (ses deux ouvrages les plus connus : *Capitalisme désir et servitude*, et *Imperium*). Il publie également dans le Monde diplomatique, où il critique régulièrement la finance dérégulée et ses aspects jugés pernicieux.

## La figure de l'intellectuel engagé

Frédéric Lordon se présente explicitement comme un intellectuel engagé, inséré concrètement dans la lutte. Mais qu'en est-il de cette insertion concrète ? Elle semble se manifester essentiellement à travers un ensemble d'articles et d'ouvrages théoriques assez complexes, et quelques discours un peu démagogiques prononcés à l'occasion des Nuits Debout, ou dans le cadre du mouvement social contre la « loi travail », face à une foule souvent acquise à sa cause. Mais un militantisme plus modeste, consistant à coller des affiches, à participer activement à des opérations locales de blocage économique, sans caméra et sans relai médiatique, semble être moins sa tasse de thé.

De fait, de par sa position de directeur de recherche au CNRS, Lordon reste déconnecté du quotidien des chômeurs, des précaires et de la majorité des salariés. Et cela est très explicite dans sa façon de pratiquer un militantisme de théoricien pur, d'expert en économie, d'expert en philosophie. Dans ses livres et dans ses articles, il développe une

complexité conceptuelle qui, de fait, ne sera accessible qu'à ses pairs. Il défend parfois le prolétaire (ou la représentation idéalisée qu'il se fait du prolétaire), mais avec un langage ultra-technique que ne pourront appréhender que des universitaires eux-mêmes spécialisés dans certains domaines (l'économie keynésienne ou marxiste, la philosophie spinoziste, etc.). Quelle est donc le message implicitement envoyé à travers cette manière de procéder ? Le message est le suivant : « il s'agirait d'émanciper les prolétaires, le « peuple », mais le réel est trop complexe pour qu'ils puissent envisager les meilleurs moyens de l'émancipation. Nous donc, les spécialistes de la théorie, questionnons à leur place les rapports de domination, et tâchons de déterminer les meilleures options possibles, entre nous. Le peuple jouira des fruits de notre travail, a posteriori. » Cette posture de surplomb, de spécialiste qui a les réponses à tous les problèmes politiques et sociaux, encourage il me semble un rapport de passivité et de consommation, et ne favorise pas une pensée critique.

Il ne s'agit pas de dire que les théoriciens n'ont pas le droit d'intervenir dans les luttes. Mais s'ils le font, ils doivent d'abord faire preuve d'une certaine modestie : la sphère privilégiée dont ils sont issus fait qu'ils ont moins de légitimité que des salariés qui vivent quotidiennement l'exploitation et la domination. De ce fait, ils doivent chercher avant tout à développer des rapports égalitaires avec les personnes en lutte. Il semble que Lordon ne fasse pas preuve de cette modestie de principe, et qu'il tend à entretenir un rapport inégalitaire de maîtres à ignorants. Négligeant le matérialisme historique de Marx, il semble trop souvent penser que la résolution de problèmes théoriques permet la résolution de problèmes pratiques, ce qui l'autoriserait à se penser comme révolutionnaire de premier ordre, et à proposer une parole qui aurait un statut privilégié (ceci est très explicite lorsqu'il s'impose en « tribun », à Nuits Debout). Développant un discours théorique universitaire archi-complexe, sans souci de transmission, dans ses ouvrages critiques, il impose un capital culturel conséquent qui entretient plus un rapport de domination symbolique qu'un rapport d'émancipation positive.

Les exploités devraient pouvoir interrompre, contredire et critiquer les discours des idéologues de gauche, qui auraient « les solutions à tout ».

Or, le fait de se présenter comme expert en économie et en philosophie, en impose bien souvent à ceux qui auraient un « capital culturel » moins conséquent, et empêche trop souvent un dialogue constructif.

Pour suggérer cet écart considérable qui existe entre l'engagement théorique d'un intellectuel dit engagé, et les enjeux des luttes pratiques, on pourra penser à la réaction de Jean-Pierre Mercier, délégué chez PSA, face au propos de Lordon selon lequel, dans le mouvement contre la loi travail, il n'y aurait « aucune revendication » à avoir (Lordon avait affirmé cela lors d'un meeting à Tolbiac) : Jean Pierre Mercier s'insurgeait contre cette idée, dans la mesure où, en tant que militant ouvrier, son combat avait toujours été lié à des revendications concrètes, en réponse à une exploitation très concrète. Lordon s'attaque à une abstraction qu'il a élaborée théoriquement : le néolibéralisme. Il ne « revendique » rien

de concret, car son combat n'est qu'un combat contre une abstraction massive qu'il n'inscrit plus dans sa réalité matérielle et historique. Le militant ou l'exploité lui répondront qu'il est nécessaire de *revendiquer*, dans la mesure où le néolibéralisme n'est pas qu'une abstraction à abolir en pensée, mais qu'il renvoie aussi à une réalité matérielle capitaliste dont le démantèlement suppose des combats concrets et continus.

Mais intéressons-nous plus spécifiquement à la pensée de Lordon, pour approfondir l'analyse, et pour tenter de savoir dans quelle direction il souhaite tous nous embarquer, en vertu de son expertise universitaire.

Trois aspects : réaffirmation du principe étatique dans un cadre non libéral (contre toute « horizontalité » supposée des libertaires) ; réaffirmation d'une souveraineté nationale dite de gauche (contre tout internationalisme anticapitaliste, « naïf » selon lui) ; critique radicale de ce qu'il appelle le néolibéralisme (qui renvoie à une critique tronquée du capitalisme).

## **Lordon et l'Etat**

Dans son dernier ouvrage, *Imperium* (sorti à la fabrique cette année), Lordon s'en prend aux anarchistes et aux libertaires, les jugeant naïfs et adolescents, quoique sympathiques, et ce en vue de les « dégriser », afin de les rendre enfin adultes et réalistes.

Il affirme d'abord que le principe de la verticalité est un principe nécessaire dans toute société organisée. Il se réfère pour « prouver » ce fait d'abord à la sociologie holiste de Durkheim : selon Durkheim, dans une société organisée, le tout est plus que la somme de ses parties ; le tout excède la somme des parties. Cette excédence du tout sur les parties produirait une forme de transcendance nécessaire, de verticalité nécessaire au sein de la société : les normes morales ou légales, par exemple, diffusées par des instances autoritaires et institutionnelles, découleraient de l'excédence du tout sur ses parties, ces normes seraient donc inévitables et nécessaires, propres à tout groupement humain. Cette analyse est complétée par une référence à Spinoza : les humains pour se regrouper auraient besoin d'être affectés par un affect commun (la pitié, l'envie, etc.), et cet affect commun définirait un élément de transcendance et de verticalité, cristallisé dans des instances institutionnelles hiérarchiques.

Sur cette base, Lordon propose son axiome : toute société politiquement organisée suppose l'existence d'un Etat, qu'il appelle Etat général. L'Etat républicain moderne en régime capitaliste ne serait qu'une forme particulière de l'Etat général, parmi tant d'autres.

Le problème avec Lordon, c'est que cette notion d'Etat général est tellement floue et non historique, qu'elle finit par tout et rien dire : Lordon ira jusqu'à supposer que les expériences historiques de communes libertaires mettaient elles aussi en place des formes étatiques, dans la mesure où elles reposaient sur des instances fédérales régulatrices. Lordon ne cerne plus la spécificité des formes politiques libertaires.

De là, Lordon peut affirmer qu'il est vain de penser une société sans Etat, dans l'absolu. Considérant que transcendance et verticalité sont indissociables du social, et que transcendance, verticalité, et Etat sont synonymes, il affirme que l'Etat est inévitable. Il pense ainsi discréditer la pensée anarchiste, laquelle défendrait selon lui le principe d'une pure horizontalité. Mais il caricature ainsi cette pensée, qui admet des éléments de verticalités, au niveau des fédérations de commune, sans pour autant assimiler ces verticalités à des formes étatiques.

C'est cela qui manque à Lordon : penser une verticalité qui parte de la base, et qui ne repose plus sur une captation du pouvoir par un Etat séparé des individus.

Tout cela est encore très théorique. Mais à quelles mesures pratiques concrètes cette théorie renvoie-t-elle ? On peut s'en faire une idée, en lisant par exemple les articles de Lordon publiés dans le Monde Diplomatique, explicitement keynésiens et protectionniste. Il faudrait donc, très certainement, avec Lordon se « réapproprier » l'Etat, et non le détruire, car cela est impossible. Les citoyens, qui participeront à la mise en place d'une nouvelle constitution, auront plus leur mot à dire en ce qui concerne la façon dont l'Etat capte la puissance sociale. Ils pourront de ce fait défendre une politique plus « juste », plus « sociale », plus « égalitaire ». Mais c'est oublier que l'Etat moderne, même si les citoyens se le réapproprient, reste soumis financièrement à la sphère du capital, n'est que le gestionnaire du capital, et que modifier ses institutions ou sa constitution, en superficie, ne change pas cette dimension. Lordon ne semble pas anticiper ce fait élémentaire.

Par ailleurs, ce que Lordon défend implicitement, dans ses articles du Monde Diplomatique, dans lesquels il critique la sphère spéculative dérégulée, est un Etat providence radicalisé : un Etat central fort qui redistribue plus égalitairement les richesses, et qui empêche les débordements de la finance. Mais il faut savoir que cet Etat providence ne sera qu'un agent du capital : il est une réponse à la crise des débouchés (relance par la consommation). Lordon ne s'en prend pas au capitalisme, il s'en prend à l'une de ses formes idéologiques : le néolibéralisme. En tant que keynésien, issu du groupe keynésien des Economistes atterrés, il prônera au fond un capitalisme à visage humain. Est-ce seulement suffisant ?

## Lordon et le nationalisme

Lordon affirme, dans *Imperium*, que les individus qui participent à la vie collective d'une communauté donnée sont amenés à ressentir un sentiment d'appartenance à la communauté. Ce sentiment serait inévitable. De ce fait, le sentiment national est naturalisé par Lordon : il serait tout à fait humain, et donc nécessaire. Tout individu qui participe à un effort collectif s'identifie nécessairement au collectif. Il n'y aurait là rien de mauvais. Une fois encore, Lordon prive les concepts de tout ancrage historique : le sentiment national serait ancré dans la nature de l'homme, et il serait vain de le combattre. Lordon n'imagine pas qu'un sentiment d'appartenance au groupe puisse être autre que national. C'est son tort. Il semble ignorer que le sentiment national, aujourd'hui, a été construit historiquement, et ne repose pas sur une nature absolue de l'homme. Lordon pense qu'il serait possible de débarrasser le nationalisme de ses scories fascistes d'extrême droite, pour maintenir ses aspects « positifs » (qui seraient liés à des formes d'émulation et de solidarité collectives). Il tente de dessiner les contours d'un nationalisme de gauche. Sur un plan sociétal, c'est un pari risqué : Lordon risque de confirmer une forme de confusionnisme rouge-brun, même s'il s'en défend constamment. Mais sur un plan politique et économique, cela donne lieu aussi à de simples réformes, en elles-mêmes insuffisantes.

Quelles seront donc concrètement les applications politiques de ce nationalisme de gauche ?

Il s'agira de défendre une politique protectionniste (sortie de l'euro) qui tente de maintenir l'autonomie du territoire national, dans un cadre souverainiste. A ce titre, Lordon, quoiqu'on en pense, en tant que protectionniste nationaliste, n'a rien d'un anticapitaliste, ni rien d'un révolutionnaire. Tout protectionnisme en effet est la défense d'une économie nationale conçue selon les critères de la rationalité marchande. En outre, en tant que politique seulement nationale, et non internationale, elle ne saurait remettre en cause trop radicalement les règles du jeu capitaliste, car sinon le pays se retrouverait face à la puissance de frappe du complexe militaire impérialiste mondial (or, Lordon est constamment attentif à la question de la « paix sociale » et de la « sécurité » des français...)

Lordon va critiquer également l'internationalisme libertaire ou communiste, qu'il juge naïf et sans ancrage. Selon lui, le « citoyen du monde » est un mythe plus qu'une réalité historique. Il confondra implicitement la naïveté du citoyen du monde new age et le projet internationaliste libertaire, pour tourner en dérision ladite adolescence libertaire. Il balaye d'un revers de main l'idée selon laquelle les prolétaires du monde entier seraient tous liés entre eux par le fait de leur exploitation, en réaffirmant le principe de l'appartenance nationale. Mais de ce fait, Lordon fait preuve d'une totale absence de nuance : il ne conçoit

l'universalité de l'internationalisme que comme universel abstrait, purement théorique et sans ancrage historique. Il oublie la réalité de l'exploitation au niveau mondial, et la possibilité de concilier plusieurs modes d'appartenance aux groupes humains : l'appartenance locale n'exclut pas l'appartenance globale, mais les deux peuvent se combiner et se compléter harmonieusement. A ce titre, on pourrait penser un universel concret, dans le cadre d'une fédération cosmopolitique des communes : l'appartenance au collectif local n'exclurait pas l'appartenance à un ensemble fédéral plus global. Lordon refuse de penser ces nuances, car au fond le modèle politique qu'il prône est précis : soyons un peu réalistes, nous dit-il, sauvons d'abord la France, et ne soyons pas comme ces utopistes libertaires qui voudraient changer le monde entier. Ce réalisme, dans un monde où, au niveau global, le désastre est permanent, est assez peu convaincant, je trouve.

### **Lordon, critique du néolibéralisme, non du capitalisme**

Lordon a co-signé le « manifeste des économistes attérés ». Dans ce manifeste, il s'agit explicitement de prôner une régulation des flux financiers, afin de sauver l'économie « réelle », et de relancer la croissance, supposée malade, pour relancer l'emploi. A ce titre, Lordon est explicitement keynésien. Un keynésien, aujourd'hui, critiquera le néolibéralisme, et en particulier la folie d'une sphère financière dérégulée. Mais il ne critiquera pas les fondements de l'économie capitaliste : à savoir le principe de l'échange marchand, le principe de l'accumulation de la valeur, et le principe du travail conçu comme marchandise. Le keynésien veut sauver l'économie « réelle ». Mais cette économie « réelle » est fondée sur l'extraction de plus-value, c'est-à-dire sur l'exploitation de la force de travail. Cela ne le dérange pas. Ce qu'il veut au fond n'est pas l'abolition de l'exploitation et du capitalisme, mais il veut faire en sorte que le capitalisme soit le plus vivable et le moins inégalitaire possible (et surtout : qu'il dure plus longtemps ; car le keynésien aurait les solutions à la crise du capitalisme).

Pourtant le capitalisme s'autodétruit, et vouloir le maintenir en vie est absurde : l'automatisation de la production, qui s'accroît depuis la révolution micro-informatique, produit une dévalorisation asymptotique de la valeur, détruisant tout sur son passage. Par ailleurs, les solutions keynésiennes sont insuffisantes dans une dynamique de « relance » : les années 1970 sont là pour le rappeler. De ce fait, Lordon n'a en fait rien de réaliste, c'est un utopiste, qui croit que le capitalisme mondial peut prospérer indéfiniment. Dans un monde qui s'autodétruit et qui détruit tout au passage, le réalisme, c'est la révolution (mondiale).

Lordon semble ignorer cette contradiction travail mort et travail vivant au sein du capitalisme, et nous encourage à mettre des pansements sur un gros corps malade à l'agonie (asymptotiquement).

### **Remarque finale**

Lordon est difficile à critiquer complètement ; car il y a deux Lordon (Lordon parfois insurrectionnaliste, dans ses textes publiés à la Fabrique, ou qui pourra même prôner une expropriation de la bourgeoisie, dans certaines de ses interventions face aux militants ouvriers VS Lordon keynésien, protectionniste, dans les tribunes du monde diplomatique, qui prône un « réalisme » et un capitalisme à visage humain).

Il y a là peut-être un souci stratégique de Lordon : il sera insurrectionnaliste et communiste, superficiellement, pour rallier à sa cause des franges plus radicales (il semble même qu'il fasse un geste vers les libertaires dans *Imperium*, pour qu'ils le rejoignent) ; mais il restera protectionniste et keynésien dès lors qu'il s'agira de parler de politique concrète et « sérieuse » (son rôle concret étant plutôt de ce côté-là : conseiller des professionnels de la politique séparée, type Mélenchon).

Note : si l'on confronte l'idéologie étatiste de Lordon à certaines de ses saillies révolutionnaires (du type : expropriation de la bourgeoisie), un troisième Lordon émerge, totalement flippant cette fois-ci : communisme autoritaire d'Etat, avec toutes les dérives qu'on connaît (par chance, ce Lordon-là n'existe pas vraiment ; car, comme tout intellectuel vendant sa camelote idéologique sur le marché des idées « subversives », Lordon ne se soucie pas trop de cohérence).

Benoît (AL Montpellier)